

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5159 - Mardi 14 Juillet 2026 - Prix : 200 Fc

INFRASTRUCTURES URBAINES

Les routes de la capitale délabrées à l'approche des JIOI 2027



Réseau routier délabré.

AÉROPORT DE BANDAR ES SALAM

Cinq mois d'arriérés de salaire enfin réglés

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

28 Muharam 1447
Prières aux heures officielles
Du 10 au 15 Juillet 2026

Lever du soleil:

06h 28mn

Coucher du soleil:

17h 55mn

Fadjr : 05h 17mn

Dhouhr : 12h 16mn

Ansr : 15h 10mn

Maghrib: 17h 58mn

Incha: 19h 12mn



CHN EL-MAAROUF :

Un service vital en sursis

La revendication des contractuels de l'hôpital de référence a provoqué un retour de bâton. Et les conséquences sont lourdes. Selon un témoignage recueilli sous couvert d'anonymat par notre rédaction, le personnel du service de gynécologie-obstétrique s'est vidé de moitié. Depuis mars 2026, l'effectif est passé de six à seulement trois praticiens. Aidés d'un unique médecin de la mission chinoise, ils doivent désormais assurer l'intégralité des urgences, les consultations quotidiennes, le suivi des accouchements, les hospitalisations et la gestion des blocs opératoires.

"Nous sommes trois pour 24h/24, 7j/7 », confie, la voix fatiguée, un témoin du service qui requiert l'anonymat. « On termine une césarienne à 3h du matin, on se retrouve à suivre d'autres urgences telle qu'une hémorragie du post-partum, et à 8h on doit enchaîner les consultations prénatales, sans oublier les gardes. On n'a plus de jour ni de nuit. C'est épuisant. » Actuellement, seuls Dre Rahia Madi Soilihi, Dr Seha et Dr Issa Soulé. À leurs côtés, un médecin de la mission chinoise et, ponctuellement, un chirurgien général est désigné en renfort pour assurer une mission d'appui technique auprès de l'équipe de la

maternité du CHN El-Maarouf, alors qu'on avait déjà des praticiens gynécologues-obstétriciens formés dans ce domaine précis. Et ce, pendant des années pour assurer le bien-être maternelle et périnatale de notre pays mais qui sont actuellement renvoyés par la juste raison de refus de signer un papier qui vise à mettre fin à leur revendication.

« Avant la grève, le service tournait déjà avec des moyens très limités : échographe vieillissant, manque des matériels pour poser des gestes en salle de Naissance, rupture fréquente de gants stériles, bloc opératoire partagé avec la chirurgie. « Mais au moins, on était six pour se relayer. Aujourd'hui, quand l'un de nous tombe malade, c'est tout le service qui vacille », poursuit le témoin. Le service a tenté de s'adapter. Le témoin décrit des gestes qui tremblent, des ordonnances relues trois fois de peur d'une erreur de dosage. « On travaille la peur au ventre. Une erreur de concentration et c'est une patiente qui risque de mourir. On est des humains, pas des machines. Ça double notre charge mentale. »

Selon lui, après la fin de la grève des contractuels, une gynécologue contractuelle qui travaillait toujours alors qu'elle a refusé aussi de signer la fiche individuelle imposée par la direction pour mettre fin aux revendications des contractuels, a été

cherchée à son domicile par un véhicule de l'hôpital à cause de la grève des transports pour assurer les activités quotidiennes ainsi que la garde. Après un mois de travail, aucun salaire ne lui a été versé. En raison de son refus de signer la fiche imposée par la direction, cette dernière aurait décidé qu'elle ne ferait plus partie des médecins de la structure. « On nous demande de sauver des vies, mais on nous traite comme des bénévoles corvéables. C'est ce mépris qui a mis le feu aux poudres. » Face à la pénurie, la direction a affecté selon notre témoin un chirurgien généraliste « en appui ». Sur le papier, il peut opérer. En réalité, la gynécologie-obstétrique, c'est aussi le suivi de grossesse pathologique, la prise en charge des fausses couches, l'endométriose, les cancers gynécologiques, pouvoir orienter sur le choix des contraceptions adaptées, la prévention des complications dans ce domaine précis. « Il ne peut pas faire une échographie pour un diagnostic précis en vue de prendre la décision de la prise en charge à temps, ni la gestion médicale d'une pré-éclampsie qui ne peut pas être absolument chirurgicale dans un premier temps. On colmate, mais on ne soigne pas correctement. »

Jusqu'à quand les trois praticiens tiendront-ils ? Les patientes payent le prix. Les retards de prise



en charge évolueront en complications. Ce qu'on aurait pu éviter avec une équipe au complet et formée dans le domaine précis. Pourquoi ce silence ? Malgré le protocole d'accord signé le 28 avril dernier, la direction exige des engagements individuels que les grévistes refusent. « On a l'impression que le ministère de la santé ne fait pas de la santé périnatale une priorité. On demande la reprise du travail de nos collègues et qu'on nous donne les moyens de travailler sans mettre nos patientes en danger, » rajoute le

témoin.

À l'heure où nous publions ces lignes, le service gynécologie de l'hôpital de référence ne tient plus qu'à un fil. Si l'un des trois médecins restants s'effondre, le service basculera-t-il en « urgences vitales uniquement » ? En attendant, au vu de cette situation critique qui ne se limite pas aux heures de nuit, les mères, les nouveau-nés et leurs familles jouent leur vie à pile ou face.

Hamdi Abdillahi Rahilie

LITTÉRATURE, ENVIRONNEMENT ET CITOYENNETÉ

Le CLAC de Nioumachoi célèbre l'indépendance en misant sur la jeunesse

À l'occasion du 51^e anniversaire de l'indépendance des Comores, le Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Nioumachoi, en partenariat avec l'École communautaire de Nioumachoi, a organisé deux journées d'activités éducatives et citoyennes les 10 et 11 juillet 2026. Entre lecture, protection de l'environnement et sensibilisation au pouvoir des mots, les élèves ont

été placés au cœur d'une célébration tournée vers le savoir et l'engagement.

Le Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de Nioumachoi et l'École communautaire de Nioumachoi (ECN) ont choisi de célébrer le 51^e anniversaire de l'indépendance des Comores d'une manière originale. Durant deux jours, les élèves ont

participé à des activités articulées autour de trois thématiques : la littérature autour du football, la lutte contre les déchets plastiques et le pouvoir des mots. Les festivités ont débuté vendredi par l'exécution de l'hymne national, avant une opération de collecte et de recyclage des déchets plastiques sur la plage de Baobab. Cette initiative visait à sensibiliser les jeunes à la préservation de l'environnement tout en les invi-

tant à adopter des gestes écoresponsables. La journée s'est poursuivie avec une compétition de lecture opposant les élèves des classes de 6^e et de 5^e.

Les animateurs du CLAC avaient retenu comme support un ouvrage consacré au footballeur brésilien Neymar Jr., afin de rapprocher la passion du football de la pratique de la lecture chez les jeunes de moins de 18 ans. Les participants ont lu un extrait du livre avant de répondre à une série de dix questions destinées à évaluer leur compréhension. À l'issue de cette épreuve, la classe de 6^e s'est imposée face à celle de 5^e et a remporté le trophée de la « Lecture Football ». Les élèves ont salué cette initiative avec enthousiasme. « Nous remercions les organisateurs pour cette célébration. Les activités proposées nous ont beaucoup plu et nous ont permis d'apprendre tout en nous amusant », ont déclaré Obayane Cheik Nourdine, élève de 5^e, et Nourcham Nassur Charif, élève de 6^e, représentants de leurs équipes respectives.

Pour le coordonnateur des CLAC de Mwali Ben Imam Bacar, la littérature consacrée au football constitue un excellent moyen d'encourager la lecture. « Elle offre un large éventail d'ouvrages, allant des biographies inspirantes de grands joueurs et entraîneurs aux analyses tactiques, en passant par des romans destinés à la jeunesse et de magnifiques livres illustrés », a-t-il expliqué. Il a également félicité les animateurs du CLAC de Nioumachoi pour le choix des thèmes retenus, qui répondent aux enjeux de la société actuelle. Il a enfin adressé ses remerciements au ministre de la Culture, des Arts, de la Jeunesse et des Sports ainsi qu'au coordinateur de l'action gouvernementale de Mwali pour leur soutien, avant de lancer un appel aux jeunes à fréquenter davantage les CLAC de l'Union des Comores, véritables espaces d'apprentissage, de culture et d'épanouissement.

Riwad



INFRASTRUCTURES URBAINES

Le réseau routier de la capitale délabré à l'approche des JIOI 2027

Nul besoin de chercher bien loin pour mesurer l'état préoccupant des routes de la capitale. Un simple déplacement à travers Moroni suffit pour constater le délabrement avancé de ses infrastructures routières. Plusieurs axes stratégiques, notamment les tronçons reliant l'Alliance française à Matelec, le rond-point du Café du Port à Badjanani, ainsi que le secteur allant de Zilmadjou au rond-point Caltex, sont parsemés de nids-de-poule profonds. Cette dégradation généralisée ternit gravement l'image de la capitale comorienne.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'échéance des Jeux des Îles de l'océan Indien (JIOI) de 2027 approche à grands pas. En l'état actuel, Moroni ne renvoie pas l'image d'une ville prête à accueillir un tel événement d'envergure régionale. Au quotidien, circuler dans la capitale relève du parcours du combattant. Aux embouteillages chroniques s'ajoute désormais l'état désastreux de la chaussée, ce qui complique lourdement la mobilité des usagers. Le sujet alimente toutes les conversations dans les transports publics et les taxis. De nombreux

citoyens pointent du doigt l'inertie des autorités, ciblant en particulier le ministère de l'Aménagement du territoire.

« Je n'ai jamais compris pourquoi le gouvernement se mobilise pour réhabiliter les routes dans les régions tout en délaissant la capitale », s'indigne Abderemane, alias « Beress », chauffeur de bus sur la ligne Mbadjini-Moroni. « Certes, ces travaux régionaux sont légitimes et nous en remercions l'État, car tout le monde mérite de bonnes infrastructures. Mais la capitale devrait être la vitrine du pays et donc une priorité absolue. Il est

impératif de rénover l'axe qui relie l'aéroport à Moroni avant le coup d'envoi des Jeux de 2027 », insiste-t-il. Même constat amer pour Mistoihi Salim, un autre chauffeur exerçant dans la capitale. Selon lui, les intempéries aggravent considérablement un réseau déjà impraticable.

« Il suffit de quelques gouttes de pluie pour que les nids-de-poule se transforment en véritables mares d'eau », déplore-t-il. « Je conduis une petite Toyota Vitz et, dans ces conditions, je suis souvent contraint d'arrêter de travailler. Au rond-point Buscail, par exemple, rejoind-

re Zilmadjou devient impossible dès que l'eau stagne sur la chaussée et bloque le passage des véhicules. L'État ne peut pas concentrer tous ses efforts sur les routes des régions périphériques en abandonnant Moroni. Notre capitale mérite un traitement digne. Si aucun plan de réhabilitation d'envergure n'est lancé avant les Jeux des Îles, il vaudrait mieux renoncer à l'organisation de cet événement », fustige-t-il, dans l'espoir que les autorités prennent conscience de l'enjeu de l'événement que le pays s'apprête à accueillir.

Nassuf Ben Amad

AÉROPORT DE BANDAR ES SALAM

Cinq mois d'arriérés de salaire enfin réglés

Après plusieurs mois d'incertitude, les agents de l'aéroport de Bandar es Salam, à Mohéli, ont enfin perçu cinq mois d'arriérés de salaire. Une bouffée d'oxygène pour ces employés qui espèrent désormais une solution durable quant à leur avenir professionnel et au statut de leur établissement.

Les agents de l'aéroport de Bandar es Salam, à Mohéli, ont enfin perçu cinq mois d'arriérés de salaire, à l'instar de leurs collègues de l'aéroport de Ouani, à Anjouan. Ce samedi 11 juillet, le Secrétaire général du Gouvernement (SGG), Nour El Fath Azali, accompagné d'une délégation d'autorités nationales, s'est rendu à Mohéli afin de procéder au règlement de cette situation qui pesait depuis plusieurs mois

sur les employés des deux plateformes aéroportuaires. Cette mesure met un terme, du moins provisoirement, à une longue attente des agents, qui réclamaient depuis des mois le paiement de leurs salaires. Les anciens employés radiés des effectifs ont également reçu les arriérés qui leur étaient dus. Ils attendent toutefois le versement de leurs indemnités.

« Nous remercions tout d'abord Dieu, puis les autorités nationales et insulaires, en particulier le Secrétaire général du Gouvernement, Nour El Fath, le ministère des Transports dirigé par la ministre Yasmine, son secrétaire général ainsi que la gouverneure Chamina pour leur implication dans ce dossier depuis le début et pour le soutien qu'ils nous ont apporté », a déclaré Charafidine Abdou Mbaraka, agent de l'aéro-



port de Bandar es Salam. Malgré ce dénouement, les préoccupations demeurent. « Maintenant, il reste à savoir quelle sera notre tutelle et qui assurera notre prise en charge à l'avenir », s'interroge-t-il. Comme plusieurs de ses collègues, il sou-

haite l'ouverture d'un dialogue régulier avec les autorités afin qu'une solution définitive soit trouvée.

Il convient de rappeler que depuis la concession de l'aéroport international Moroni-Prince Saïd

Ibrahim à une société étrangère, les aéroports de Ouani et de Bandar es Salam se retrouvent dans une situation de grande incertitude administrative et financière. Les difficultés de gestion ont entraîné d'importants retards de paiement des salaires. Par le passé, les agents avaient déjà cumulé jusqu'à dix mois d'arriérés, une situation qui les avait conduits à observer une grève. Ce mouvement social avait d'ailleurs repris il y a quelques semaines pour dénoncer la persistance de cette crise. Si le paiement des cinq mois d'arriérés constitue un soulagement, les employés attendent désormais des réponses concrètes sur leur avenir, leur rattachement administratif et la régularisation définitive de leurs conditions de travail.

Riwad

JUSTICE :

Le bureau de Founga-Mitsamiouli validé par la cour d'appel

Le bras de fer qui opposait deux camps rivaux au sein de l'association « Assise de Développement de Founga-Mitsamiouli » a connu un tournant décisif mercredi dernier. La Cour d'appel de Moroni a rendu un arrêt donnant gain de cause à Chayehoi Oussoufi, en le rétablissant officiellement dans ses fonctions de président du bureau exécutif.

L'annonce a été faite hier au cours d'une conférence de presse tenue à Moroni par son conseiller, Me Fahardine Mohamed Abdoulwahab. Pour l'avocat, cette décision judiciaire consacre la régularité du processus électoral. Elle réaffirme surtout la compétence exclusive du ministère de l'Intérieur en matière de reconnaissance des associations sur le territoire national.

Selon les explications de Me Fahardine, une assemblée générale ordinaire s'est tenue à l'initiative de son client, Chayehoi Oussoufi, après une année complète d'exercice de son mandat initial. Cette réunion cruciale avait pour but de dresser le bilan des actions menées et d'adopter de nouvelles orientations stratégiques afin d'accélérer le développement socio-économique du village. À l'issue des travaux, un nouveau bureau exécutif a été démocratiquement élu par les membres. Le ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale a par la suite entériné ces décisions. L'institution a délivré le récépissé officiel N°25-012/MIDATI/SG en date du 24 février 2025. Ce document administratif indispensable reconnaît formellement la nouvelle équipe dirigeante pour un mandat de quatre ans, devant expirer en novembre 2028.

À la tête de ce bureau figure

Chayehoi Oussoufi en qualité de président, secondé par Ahamada Elhamid au poste de vice-président. Pour rappel, la crise interne a éclaté lorsque le président réélu a signalé de graves irrégularités dans la gestion financière de l'association. Une plainte a été alors déposée et une enquête judiciaire approfondie a été ouverte. Ce dossier sensible est depuis devant les juridictions compétentes, a précisé l'avocat de la défense. Dans le même temps, une délégation dissidente du village a saisi le parquet de Moroni pour contester la légitimité du bureau. Saisi en référé, le Tribunal de Première Instance a d'abord fait droit à cette demande en prononçant l'annulation du bureau dirigé par Chayehoi Oussoufi et en ordonnant le gel immédiat des comptes bancaires de l'association. Estimant la procédure radicalement irrégulière, Chayehoi Oussoufi et son conseil ont immédiatement interjeté appel.

Me Fahardine a développé son

argumentaire : l'annulation d'un acte administratif, en l'espèce un récépissé ministériel, doit obéir à un principe juridique fondamental. Il est obligatoire d'exercer d'abord un recours hiérarchique auprès de l'autorité signataire. Ce n'est qu'à défaut de réponse dans un délai de deux mois que le requérant peut valablement saisir le juge administratif. Or, la délégation villageoise s'est directement adressée au parquet, court-circuitant cette étape légale obligatoire. Ainsi, la Cour d'appel a retenu ce moyen de droit imparable. Dans son arrêt, elle a annulé le premier jugement, confirmé la validité du récépissé du 24 février 2025 et rétabli Chayehoi Oussoufi. Désormais, le nouveau bureau va pouvoir se concentrer sereinement sur les chantiers prioritaires de Founga-Mitsamiouli.

El-Aniou Fatima



CÆLACANTHES :

Vers une restructuration du club supporters

Si aujourd'hui le pays compte une multitude de clubs supporters. La référence reste tout de même le COSEC (club officiel des supporters Cœlacanthes). Créé en 2015 autour d'une simple idée, organiser les supporters au moment de l'arrivée de l'équipe nationale, le COSEC a vu peu à peu ses missions augmentées en même temps que son ambition de venir la référence incontestée des clubs supporters.

Après 15 ans d'existence, un âge qui appelle à la réflexion, le COSEC veut se recréer en se dotant d'une vraie structure avec des textes en conformité avec l'ère du temps. Durant deux jours au foyer CASM de Moroni, les dirigeants du COSEC ont organisé un atelier dans ce sens, où ils avaient conviés plusieurs responsables pour un partage d'expériences et d'idées. « Nous avons organisé cet atelier afin de permettre à notre association de recueillir le maximum d'informations et d'idées, dans l'optique des réformes que nous voulons mettre en place dans les prochains mois » avait avancé à l'ouverture de l'atelier le président du COSEC, Aït Ahmed

Mohamed Djalim. Et de rajouter « Nous sommes conscients de nos limites, c'est pourquoi, nous avons fait appel à des personnes externes, qui ont une certaine expertise dans le domaine associatif, sportif et même dans la mobilisation des partenaires, afin d'élaborer une stratégie de développement de notre association au minimum pour les 10 ans à venir. » Et pour ce faire, le COSEC avait vu les choses en grand en développant 4 thèmes comme fil conducteur durant les deux jours qu'a duré l'atelier.

« Cet atelier constitue une étape importante dans le processus de structuration et de développement du COSEC. Il réunira les membres de l'association autour de quatre thématiques stratégiques portant sur : la gouvernance, le renforcement de la présence du COSEC dans les îles et au sein de la diaspora, le développement des partenariats et des mécanismes de financement, ainsi que la communication, la visibilité et la mobilisation autour des équipes nationales des Cœlacanthe » pouvait-on lire sur la lettre d'invitation envoyée aux participants. Invité comme paneliste, l'ancien secrétaire général de la Fédération de Football des Comores,



Mohamed Hamid Dahalani, a mis en avant son expérience acquise durant les deux ans qu'il a passé à la tête de l'administration de la fédération, pour appeler le COSEC à aller vers plus de réformes. Il les a appelés notamment à revoir leur texte fondateur, afin de s'aligner sur le modèle des supporters en conformité avec les réglementations de la FIFA. « Il faut déjà au niveau des statuts, établir un système de parité, où la femme aura toute sa place dans la chaîne de prise de décision » avait-

il avancé au cours de son intervention.

Sur le plan de la communication, « Les travaux ont souligné la nécessité de doter le COSEC d'une communication structurée, sécurisée et professionnelle, fondée sur une charte graphique, une ligne éditoriale claire et des partenariats médiatiques renforcés. La mobilisation autour des Cœlacanthes doit s'appuyer sur une présence accrue et cohérente sur les réseaux sociaux, des contenus réguliers et interactifs,

et une forte dimension citoyenne axée sur le fair-play et la mémoire. L'objectif est de faire du COSEC un acteur central de la communication et de la mobilisation populaire autour de l'équipe nationale » comme ça été décrit dans la synthèse des travaux, présenté par le secrétaire général du COSEC, Chaher Athoumane Mohamed.

Imtiyaz

FIBA AFRICA MINI-BASKETBALL :

Les Comores au cœur du développement du basket

Quand on parle de développement dans le sport, on parle souvent de la manière de mettre en avant le talent des plus jeunes, qui sont à la

fois l'avenir du sport, du basket en l'occurrence et les futurs joueurs de demain. Aux Comores, depuis deux ans la fédération s'inscrit dans cette

dynamique, et les résultats n'ont pas tardé à venir en faisant de notre pays l'hôte de la FIBA Africa Mini-Basketball.



Dans une dizaine de jours, plus de 400 jeunes basketteurs venant de plusieurs pays du continent se retrouveront à Moroni pour la FIBA Africa Mini-Basketball. « Les Comores accueilleront le Forum FIBA Africa Mini-Basketball du 26 au 29 juillet 2026, réunissant 400 enfants et 70 entraîneurs de tout le continent pour quatre jours d'apprentissage, de plaisir et de développement », annonce une publication de FIBA-Africa. Ce camp constituera le plus gros événement en termes de logistique, et de mobilisation jamais organisée par la Fédération Comorienne de Basketball (FCB). Une véritable vitrine pour notre pays dans l'optique de l'organisation des prochains jeux des îles de l'océan indien l'année prochaine. Cette grand-messe du basket des jeunes est une initiative de FIBA-Africa, soutenue par la FIBA Foundation. « Soutenue par la FIBA Foundation, l'initiative favorise l'inclusion, la formation des entraîneurs et la croissance locale tout en inspirant la prochaine génération de talents africains. »

Durant quatre jours, jeunes basketteurs et encadreurs techniques se retrouveront autour d'un objectif commun, poser les bases d'un développement durable du mini-basketball. Au programme, plusieurs thématiques touchant à la formation des jeunes talents, technique individuelle, méthodes d'entraînement

adaptées à l'âge, détection et accompagnement des espoirs de la balle orange. Mais la portée de ce regroupement dépasse largement le cadre strictement sportif. Car au-delà des exercices sur le terrain, c'est bien le partage d'expérience entre entraîneurs venus d'horizons différents, les échanges personnels tissés au fil des journées, et les opportunités de collaboration qui donnent tout son sens à l'événement.

Ces rencontres informelles, souvent aussi riches que les sessions techniques elles-mêmes, permettent de croiser les regards et de confronter les pratiques. « Au-delà du forum, les participants ramèneront des connaissances précieuses chez eux, aidant à étendre les programmes de mini-basketball et créant des opportunités durables pour les enfants », résume en substance, la publication de FIBA-Africa. Cette dimension de transmission constitue précisément l'ambition première de l'initiative. Faire de chaque participant un relais, capable de multiplier les acquis du forum au sein de son propre club, de sa fédération ou de sa communauté. Une logique d'essaimage qui, à terme, devrait profiter directement aux jeunes joueurs sur le terrain.

Imtiyaz